

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

(11^e édition. – Août 2003)

AVENANT DU 7 JANVIER 2005

RELATIF AUX SALAIRES

À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2005 (CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : *ASET0550502M*

IDCC : 87

Entre :

L'union régionale des industries de carrières et matériaux de construction de Champagne-Ardenne, l'UNICEM Champagne-Ardenne, agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte du syndicat des producteurs de silice pour l'industrie, du syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées, de la fédération de l'industrie du béton,

D'une part, et

La confédération française démocratique du travail (CFDT), union régionale construction bois ;

La confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) ;

L'union régionale FO-BTP Champagne-Ardenne CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent avenant concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Il s'applique dans les départements ci-après : Ardennes, Aube, Marne et Haute-Marne.

Article 3

Les salaires horaires minimaux de qualification permettant le calcul de la prime d'ancienneté demeurent fixés au niveau actuel, soit :

COEFFICIENT	CATÉGORIE	CLASSIFICATION	SALAIRE GARANTI (en euros)	
			Horaire	Mensuel (base 169 h)
120	I	Ouvrier manœuvre Echelon unique OM	2,91	491,79
130	II	Ouvrier spécialisé Echelon A OS 1	2,97	501,93
140	II	Echelon B OS 2	3,03	512,07
150	II	Echelon C OS 3	3,09	522,21
160	III	Ouvrier qualifié Echelon A OQ 1	3,16	534,04
170	III	Echelon B OQ 2	3,31	559,39
185	III	Echelon C OQ 3	3,60	608,04
200	IV	Ouvrier hautement qualifié Echelon unique OHQ	3,89	657,41
225		Chef d'équipe	4,38	740,22

La réduction du temps de travail en application de la loi du 19 janvier 2000 ne peut être une cause de réduction du montant de la prime d'ancienneté acquise par le salarié sur la base de 39 heures par semaine.

Article 4

A compter du 1^{er} juillet 2005, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après :

COEFFICIENT	CATÉGORIE	CLASSIFICATION	SALAIRE GARANTI (EN EUROS) (base 35 heures par semaine)	
			Horaire	Mensuel
120	I	Ouvrier manœuvre Echelon unique OM	8,02	1 216,39

COEFFICIENT	CATÉGORIE	CLASSIFICATION	SALAIRE GARANTI (EN EUROS) (base 35 heures par semaine)	
			Horaire	Mensuel
130	II	Ouvrier spécialisé Echelon A OS 1	8,05	1 220,94
140	II	Echelon B OS 2	8,10	1 228,53
150	II	Echelon C OS 3	8,15	1 236,11
160	III	Ouvrier qualifié Echelon A OQ 1	8,37	1 269,48
170	III	Echelon B OQ 2	8,50	1 289,20
185	III	Echelon C OQ 3	8,60	1 304,36
200	IV	Ouvrier hautement qualifié Echelon unique OHQ	9,03	1 369,58
225		Chef d'équipe	9,60	1 456,03

Article 5

Le contenu des salaires minimaux figurant aux articles 3 et 4 est déterminé conformément à l'article 1^{er} de l'accord national de salaires du 23 janvier 1992 étendu, à savoir qu'ils englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail.

Toutefois, en sont exclues :

- a) Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux insalubres ou pénibles ;
- c) Les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 4 est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 4.

Article 7

Le présent accord sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Marne en vue de son extension.

Article 8

Toute organisation salariée représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de la Marne. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 7 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)